

**Le Président du Sénégal, Me Abdoulaye Wade au Calame**

***"La rencontre de Dakar n'est pas mon initiative. J'ai été sollicité par l'opposition et j'ai obtenu le feu vert de Nouakchott."***

Quelques jours après le putsch qui a consacré le changement du pouvoir, le 03 août, en Mauritanie, une série de rencontres entre des éléments de l'opposition mauritanienne à l'étranger ont eu lieu à Dakar, au Sénégal, sous les auspices du président Abdoulaye Wade. Alors que certains partis politiques mauritaniens dénonçaient ces rencontres, les nouvelles autorités de Nouakchott rendaient public un communiqué dans lequel elles précisent que "les affaires de la Mauritanie doivent être réglées entre mauritaniens et en Mauritanie".

Le président sénégalais a-t-il agi de son propre chef ou bien a-t-il eu l'aval des nouvelles autorités de Mauritanie, qui se seraient rétractées par la suite? Qu'est-ce qui s'est passé réellement?

Maître Abdoulaye Wade s'explique sur la question dans une interview exclusive au Calame.

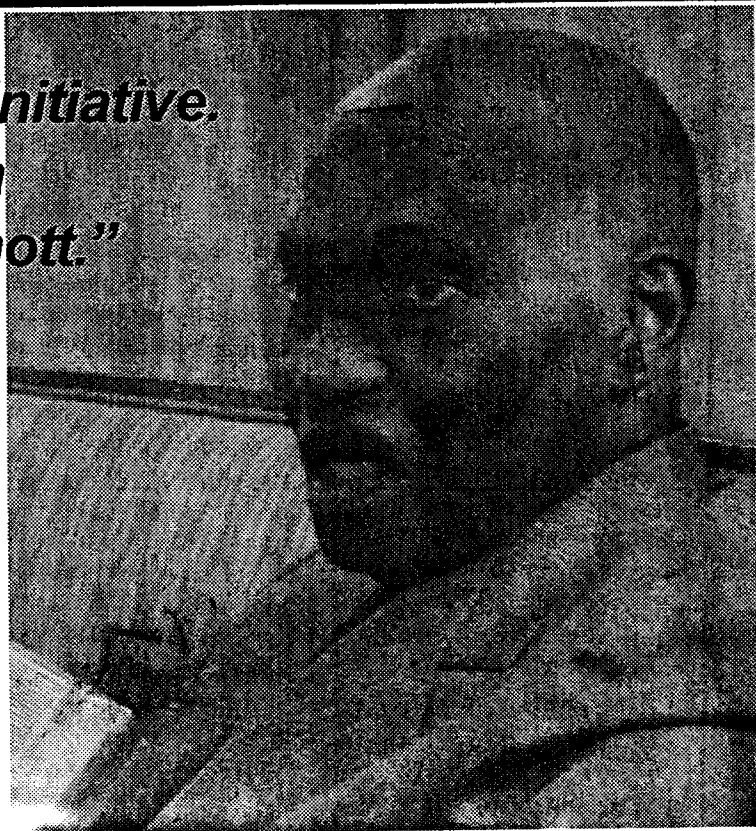
**Le Calame:** Pourquoi le choix de ce timing pour entreprendre cette initiative? Avez-vous été sollicité par les nouvelles autorités de Nouakchott, ou est-ce une démarche personnelle?

**Maître Abdoulaye Wade:** D'abord, je précise que ce n'est pas mon initiative. J'ai été sollicité par ces partis politiques dont certains sont en exil. Je

voudrais rappeler que quand j'accédais au pouvoir, ayant moi-même fait des décennies dans l'opposition, j'avais déclaré que si des gens de l'opposition de n'importe quel pays me sollicitaient pour avoir des conseils, je les recevrais. Je n'ai pas changé d'avis depuis. Mais si je les reçois, c'est pour leur donner des conseils, non de l'argent ou des armes; c'est un devoir que je me suis assigné.

Et jusqu'à présent, je n'ai pas vu un seul chef d'Etat qui me l'ait reproché, au contraire des chefs d'Etat me sollicitent pour que je reçoive leurs oppositions et facilite le dialogue.

Dans le cas précis de la Mauritanie, ce sont ces formations politiques qui m'ont sollicité. Aussitôt après, j'ai appelé le colonel Ely Ould Mohamed Vall, président du Conseil militaire pour la justice et la démocratie. Je lui ai dit qu'il y a des gens qui sont ici, blancs et noirs, de l'opposition, qui disent venir me voir en tant que doyen de la sous-région en vue de recevoir mes conseils. Il m'a dit en substance que c'est une très bonne chose et que je peux les recevoir. C'est avec l'aval des autorités mauritaniennes que je l'ai fait. Ensuite j'ai téléphoné au président Olesegun Obasanjo, président de l'Union Africaine. Je lui ai dit que je suis là, comme on dit, un voisin de bonne volonté, mais vous, vous êtes le président de l'Union Africaine. Il s'est passé quelque chose en Mauritanie. Ces gens qui viennent me parler, c'est



certainement par rapport à ça. Il a répondu: il faut les recevoir en mon nom. Et il m'a envoyé un représentant qui a assisté à la rencontre du début à la fin.

J'ai donc rencontré ces personnes en disant à Obasanjo que je lui rendrai compte de la suite de cette rencontre. Le langage qu'ils m'ont tenu peut se résumer en ces termes:

1) Nous soutenons le pouvoir mauritanien.

2) Nous ne voulons pas de postes de ministres ni maintenant, ni après; notre seul souci est que la Mauritanie puisse surmonter les problèmes fondamentaux auxquels elle est confrontée, à travers un consensus issu de l'ensemble des formations politiques, syndicales et de la société civile.

Suite en page 5

**Le Président Wade**

**"J'ai décidé de ne prendre aucune initiative et de ne faire aucun geste qui puisse être interprété comme une immixtion du Sénégal dans les affaires mauritaniennes."**

Suite de la Une

3) Troisièmement, au cas où il y aura des élections après la transition, qu'ils ne seraient pas intéressés.

Voilà les trois points qu'ils ont développés devant moi.

J'ai appelé le colonel Ould Mohamed Vall à qui j'ai rendu compte fidèlement de ce que ces gens-là m'ont dit. J'ai rendu compte à Obasanjo qui m'a félicité. Donc, pour moi, c'était terminé. Et quand ils sont sortis d'ici, ils sont allés rédiger une déclaration. Ils sont libres de faire une déclaration dans laquelle ils réitèrent les différentes propositions qu'ils avaient faites. Vous devez certainement avoir cette déclaration qui n'engage que ses auteurs.

Alors après cela, j'ai reçu une délégation officielle du pouvoir actuel de la Mauritanie, avec de hautes personnalités, le ministre de la Justice, l'ancien bâtonnier et un ancien ministre. Je les ai reçus avec mes collaborateurs. Ils ont parlé des relations traditionnelles et de famille entre la Mauritanie et le Sénégal. Ils m'ont félicité, m'ont remercié pour ce que j'ai fait pour la Mauritanie et m'ont indiqué qu'elle aura toujours besoin du Sénégal. A la fin, c'était pour en arriver à me dire: "Nous souhaitons que de tels problèmes mauritaniens se discutent en Mauritanie. Vous nous rendez service de dire à ces gens de venir en Mauritanie traiter les problèmes eux-mêmes".

Il est évident que les autres m'avaient déclaré être "prêts à aller en Mauritanie. Mais, ajoutent-ils, certains d'entre nous sont condamnés, d'autres sont menacés etc. et il nous faut un droit d'amnistie." J'ai répondu que ces choses-là, il faudra les discuter avec le pouvoir mauritanien. Donc si vous voulez, mon rôle se limite à ça. Par la suite, j'ai rendu compte au président Obasanjo. Mais lorsque j'ai entendu certains propos disant que le président du Sénégal veut régenter la Mauritanie, j'ai répondu que je n'ai pas la prétention de régenter la Mauritanie, c'est complètement absurde. Je suis intervenu à un moment donné, qui était un moment critique de l'histoire de la Mauritanie. Aux autorités mauritaniennes actuelles et aux Mauritaniens d'analyser tout ce que j'ai dit depuis le départ pour l'interpréter. Et savoir quel a été son impact. Ce n'est pas à moi de vous le dire, mais reprenez ma première déclaration sur la Mauritanie, reprenez les déclarations de l'Union Africaine et vous comprendrez le sens de ce que j'ai dit.

Je dois dire que pendant cette période, je suis resté toujours en contact avec la France et les Etats-Unis. Bien entendu, j'ai défini la position du Sénégal et de l'Union Africaine pour ce qui concerne la Mauritanie et j'en rends compte chaque fois à Obasanjo. Alors quand j'ai entendu des gens dire ça, j'ai de nouveau convoqué les personnalités mauritaniennes qui étaient

là et je leur ai dit que je suis vraiment désolé, mais que j'estime mon rôle terminé. Ils ont beaucoup regretté et ont dit: ne nous laissez pas tomber. J'ai dit non. Je ne vous laisse pas tomber mais je ne peux plus être un intermédiaire entre vous et le pouvoir actuel en Mauritanie. Je cesse d'en parler à partir de maintenant et je vais dire à Obasanjo de reprendre ce dossier en tant que président de l'Union Africaine, et de le discuter directement avec le pouvoir mauritanien. De même pour ceux avec qui j'ai des échanges. J'ai arrêté délibérément d'avoir des échanges avec les Français et avec les Américains sur le cas de la Mauritanie.

**C'est-à-dire que si les autorités nouvelles en Mauritanie vous le redemandent, vous accepteriez?**

Je voudrais dire ceci. Ces personnalités qui étaient là sont parties avant mon retour. Quand je suis revenu, j'ai demandé et on m'a dit qu'elles ont toutes quitté le territoire sénégalais volontairement. J'ai beaucoup apprécié ce geste parce qu'ils ont compris que leur présence ici pourrait peut-être créer des problèmes avec le pouvoir mauritanien. Moi, je n'ai pas intérêt à ça. Je veux avoir de bonnes relations avec la Mauritanie, car nos deux pays ont toujours eu des relations privilégiées. Il est clair que je ne prendrai aucune initiative dans l'affaire de la Mauritanie. Ça, c'est une prise de position personnelle. J'ai décidé simplement de ne prendre aucune initiative et de ne faire aucun geste qui puisse être interprété comme une immixtion du Sénégal dans les affaires mauritaniennes. Maintenant, si le pouvoir actuel mauritanien estime un jour que le président Wade peut faire quelque chose, soit du côté de l'Union Africaine, soit dans le monde, j'apprécierai. Si c'est une chose que je peux faire, je la ferai. Mais l'initiative ne viendra pas de moi. Il est important pour moi que la Mauritanie et le Sénégal maintiennent les relations traditionnelles de coopération, de fraternité et de paix qui ont existé entre nos deux peuples, pour que ce petit événement n'ait absolument aucune incidence sur nos relations.

**Pour l'opinion publique mauritanienne, on vous dit proche de l'ancien président Ould Taya, ou tout au moins que vous aviez des relations privilégiées avec lui. Vous avez même été le premier président de la sous-région à reconnaître sa réélection en 2003, pourtant fortement contestée par l'opposition. S'agit-il d'une position dictée uniquement par la réalpolitik?**

Le Sénégal a une frontière avec la Mauritanie. Il y a des imbrications entre nos peuples. Je suis un chef d'Etat responsable d'abord de la paix dans mon pays et de la paix avec ses



**Le président Wade durant son entretien avec les journalistes du Calame**

voisins. C'est ça qui m'a amené à l'époque à reconnaître le pouvoir de M. Taya. Mais je n'ignorais pas les réalités profondes qui étaient en Mauritanie et qui subsistent encore. Mais comme je ne veux pas faire d'immixtion dans ce qui se passe en Mauritanie, ce que je pouvais faire, c'est de le reconnaître, le féliciter pour ces élections. Et maintenir avec lui les bonnes relations qui ont emmené la paix entre la Mauritanie et le Sénégal. Je crois donc que j'ai raison: appelez ça réalpolitik si vous voulez. Le pouvoir actuel, je l'ai reconnu de fait. Pourtant c'est un coup d'Etat. C'est exactement la même chose, parce que par réalpolitik, j'entends avoir de bonnes relations avec tous les pays ayant des frontières avec le Sénégal. Et c'est une option politique que je fais. Si l'actuel gouvernement veut avoir de bonnes relations avec le Sénégal, c'est ce que je souhaite. J'aurai de très bonnes relations avec ce gouvernement.

**M. le Président, avez-vous eu des contacts avec Ould Taya depuis le 3 Août? Et le fait qu'il soit actuellement en Gambie vous dérange-t-il?**

J'ai appris le coup d'Etat alors que j'étais en Arabie Saoudite pour présenter mes condoléances, après la disparition du roi Fahd. J'ai appris aussi que le président Taya était au Niger. J'ai téléphoné au président du Niger lors de mon escale à Niamey qui m'a dit que Ould Taya était à côté de lui. Je lui ai parlé, on s'est dit bonjour. Autrement, je n'ai pas eu de contacts avec lui. Il ne m'avait pas demandé non plus de s'installer au Sénégal à aucun moment. Il est allé s'installer en Gambie. La Gambie est un pays indépendant, elle reçoit qui elle veut et vous savez ce qui s'est passé ensuite. La Gambie a envoyé une délégation au pouvoir de Nouakchott pour lui signifier qu'elle tient beaucoup aux relations entre les deux pays. Mais je vous signale que le président Taya n'est plus en Gambie.

**Concernant les réfugiés mauritaniens au Sénégal, vous leur avez proposé soit de rentrer en Mauritanie, soit d'opter pour la nationalité sénégalaise. Cette proposition tient-elle toujours?**

Je suis toujours sur les mêmes dispositions. Moi, vous savez, je suis un panafricaniste. Je ne fais pas de différence entre les Africains, à plus forte raison des Africains qui ont des relations ethniques avec le Sénégal.

J'ai essayé de résoudre ce problème avec le président Taya. Il faut dire qu'on s'est heurté à un problème d'identification des réfugiés -qui est réfugié et qui ne l'est pas? Même la commission du Haut commissariat aux réfugiés a eu des difficultés pour faire cette identification.

Deuxièmement, le problème du retour n'a pas été très sérieusement posé, parce que ces gens-là voudraient retourner en Mauritanie, retrouver leurs maisons. Toutes ces questions-là n'ont pas été abordées et je n'ai pas insisté. C'est pourquoi j'ai dit à ces gens: si vous voulez la nationalité sénégalaise, je vous la donne. Parce que je n'ai pas voulu de problèmes avec M. Taya. C'est pourquoi j'ai livré cette question au Haut commissariat aux réfugiés qui la traite comme dans n'importe quel pays du monde. Mais il faut reconnaître que ça a été un échec. Ces gens sont encore ici pour la plupart. Alors, ce qui dépend de moi, c'est de les traiter comme des Africains et leur donner la nationalité sénégalaise. Je leur ai dit: ceux d'entre vous qui veulent la nationalité sénégalaise, je la leur donne, ainsi que des terres pour cultiver. Ça, c'est ma philosophie. Mais je n'ai aucun moyen pour peser sur la décision du pouvoir mauritanien de l'époque de Taya pour résoudre ce problème.

Je crois savoir que le nouveau pouvoir a inscrit dans la problématique de la transition ce problème des réfugiés. Ce serait une excellente chose.

**Monsieur le Président, vous rentrez du Maroc, est-ce qu'il a été question de la Mauritanie avec le roi Mohamed VI?**

Si je vous disais qu'on n'en a pas parlé, vous ne me croirez pas. A vrai dire notre conversation a porté plutôt sur la coopération. Très rapidement il m'a posé la question de savoir où était le président Taya. J'ai dit qu'il était en Gambie, mais je crois savoir qu'il a quitté ce pays hier matin (jeudi 19 août). On a parlé plutôt des problèmes de coopération bilatérale.

**Monsieur le Président, est-ce que vous avez un mot à adresser au peuple Mauritanien et aux acteurs politiques à cette période cruciale de l'histoire du pays.**

Oui. Si j'ai un mot à adresser au peuple mauritanien, je reviens sur une évidence, c'est que nos peuples ne connaissent pas de frontières. C'est nous qui connaissons les frontières, nous les hommes politiques. Le fleuve n'a jamais été une frontière entre le peuple mauritanien ou ce qu'on appelle avant le peuple Maure, avant la Mauritanie, et les Sénégalais. Nous avons toujours vécu ensemble. La politique est intervenue, elle a mis des frontières, chacun d'entre nous gère son Etat. Le message que je voudrais adresser au peuple mauritanien dans toutes ses composantes -les hommes, les femmes, les jeunes, les hommes politiques... c'est de toujours rechercher la coopération, qui doit être une coopération exemplaire entre le peuple mauritanien et le peuple sénégalais. Nous avons des liens de sang, c'est plus fort que la politique et j'ajouterai qu'en ce qui me concerne, c'est ça mon credo, c'est cet objectif que je poursuis. Et je n'interviendrais pas directement ou indirectement dans les affaires intérieures du peuple mauritanien qui est capable, par les voies qu'il pourra concevoir, d'engager un dialogue national et de résoudre ses propres problèmes.